

432

REUNION DE LA COMMISSION DU 18 FEVRIER 1981

## PROPOSITIONS DE PRIX AGRICOLES 1981/1982

M. POUL DALSAGER A TENU HIER ENTRE 18H30 ET 19H30 SA PREMIERE  
CONFERENCE DE PRESSE ■■■■■■■■, QUI A FAIT L OBJET D UNE BIO  
PARTICULIERE DE MARTIN VASEY,  
(VOIR BIO 66).

UNE NOTE P-11 AINSI QU UN DOCUMENT PLUS DETAILLE PREPARE PAR LA  
DG VI VOUS ■■■■■■■■■■■■■■■■■■■■■■ ONT ETE ENVOYES PAR EXPRES

LA COMMISSION QUI N A PAS RECU DES AUTORITES ITALIENNES LA RE-  
PONSE QU ELLE AVAIT SOLLICITEE LE 4 FEVRIER DERNIER, AU SUJET  
DE LA FERMETURE ■■■■ DE DEUX TIERS DES POSTES DE DOUANE POUR  
LES PRODUITS SIDERURGIQUES, A DECIDE DE POURSUIVRE LA PROCEDURE  
D INFRACTION PREVUE A L ARTICLE 169/CEE, ET D ENVOYER DANS LES  
PROCHAINS JOURS UN AVIS MOTIVE.

JE VOUS RAPPELLE QU UNE [REDACTED]  
 [REDACTED] BIO VOUS ETE ENVOYEE LE 5.2 SUR CETTE AFFAIRE(BIO 42).

LA COMMISSION A EXAMINE L ETAT DE CE DOSSIER QUI FERA L OBJET  
D UNE DECISION DE LA COMMISSION DANS LES TOUUT PROCHAINS JOURS.  
////

MS/mh

GPP/DG X

BERL 1/24 5423

19.2.81

**X**

P-1

# ■ RESTRUCTURATION SIDERURGIQUE (WILLY HELIN)

■-----  
 EN VUE DU CONSEIL DU 3 MARS PROCHAIN, LA COMMISSION A ADOPTÉ  
 HIER UNE COMMUNICATION AU CONSEIL QUI PORTE SUR LES POLITIQUES  
 DE RESTRUCTURATION DANS LA SIDERURGIE EUROPÉENNE.  
 EN RÉSUMÉ LA COMMISSION CONSTATE QUE LE PROBLÈME N'EST PAS TANT  
 DE DÉFINIR DES OBJECTIFS SUR LESQUELS ON SOIT D'ACCORD QUE DE  
 METTRE EN ŒUVRE, DANS L'ACTUEL CONTEXTE ÉCONOMIQUE, DES POLI-  
 TIQUES COORDONNÉES SANS IMPOSER DES CHARGES INJUSTIFIÉES À  
 CERTAINES CATÉGORIES OU À CERTAINES RÉGIONS.  
 L'ÉVALUATION PAR LA COMMISSION DE LA SITUATION ET SES PROPO-  
 SITIONS PRÉSUPPOSENT LA MISE EN ŒUVRE COORDONNÉE DE POLITIQUES  
 COMMUNAUTAIRES. CES POLITIQUES COMPRENNENT NOTAMMENT /

- - UNE INFORMATION COMPLÈTE ET DISPONIBLE,
- - UN LIEN PLUS SYSTÉMATIQUE ENTRE LES OBJECTIFS DE RESTRUC-  
 TURATION ET LES POLITIQUES D'INVESTISSEMENT,
- - LE RECOURS À LA POLITIQUE DE CONCURRENCE EN VUE DE PERMETTRE  
 AUX ENTREPRISES D'INSTAURER UNE COOPÉRATION POSITIVE ENTRE  
 ELLES, LA RESTRUCTURATION ET LA MISE EN ŒUVRE RIGOREUSE  
 DE LA DISCIPLINE EN MATIÈRE D'AIDES,
- - UNE POLITIQUE RÉGIONALE ET SOCIALE ACTIVE,
- - LA PRISE EN CONSIDÉRATION SANS RETARD DE FORMES EFFECTIVES  
 D'ENCOURAGEMENT AU DESINVESTISSEMENT.

# ■ EXAMEN DES OBJECTIFS DE POLITIQUE ÉNERGETIQUE POUR 1990 (W.H.)

■-----  
 AU MOIS DE MAI 1980, LE CONSEIL AVAIT APPRUVÉ UNE SÉRIE  
 D'ORIENTATIONS CONCERNANT LES OBJECTIFS DE LA COMMUNAUTÉ  
 EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉNERGETIQUE À L'HORIZON  
 DE 1990.

LA COMMISSION A ADOPTÉ HIER UN PREMIER RAPPORT À CE SUJET DONT  
 IL RESSORT AVANT TOUTE CHOSE QUE LES HYPOTHÈSES DE CROISSANCE  
 ÉCONOMIQUE ■ SUR LESQUELLES PÈSENT ENCORE D'INEVITABLES INCER-  
 TITUDES NE PERMETTENT PAS À CE STADE DE SE FAIRE UNE IDÉE ■  
 PRÉCISE SUR L'AVENIR.

EN TOUT ÉTAT DE CAUSE ON PEUT FAIRE CINQ CONSTATATIONS, DES  
 À PRÉSENT :

- - LE RAPPORT DE 0,7 OU MOINS ENTRE LA CROISSANCE ÉNERGETIQUE ET  
 LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SERA PROBABLEMENT ATTEINT,
- - LA CONSOMMATION DE PÉTROLE SERAIT D'ENVIRON 43 0/0 DE LA  
 CONSOMMATION ÉNERGETIQUE TOTALE AU LIEU DE "ENVIRON 40 0/0"  
 SI, EN OUTRE, LES OBJECTIFS NUCLEAIRE ET CHARBONNIER  
 N'ÉTAIENT PAS ATTEINTS, CELA POURRAIT ENTRAÎNER UN IMPOR-  
 TANT SUPPLÉMENT DE CONSOMMATION PÉTROLIÈRE DE L'ORDRE DE  
 50 MILLIONS DE TONNES PAR AN (1 MILLION DE BARILS/JOUR)
- - AU DÉBUT DES ANNÉES 1990,
- - 70 À 75 0/0 DE L'ÉLECTRICITÉ SERA PRODUITE À PARTIR DE  
 CHARBON ET DE NUCLEAIRE, MAIS SEULEMENT SI LES PROGRAMMES  
 D'INVESTISSEMENT SONT ENTIÈREMENT RÉALISÉS. IL Y A CER-  
 TAINS DOUTES QUANT À LA POSSIBILITÉ POUR TOUS LES ÉTATS  
 MEMBRES D'OBTENIR CE RÉSULTAT.
- - EN AUGMENTATION, LA PART DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LA  
 CONSOMMATION RESTERA INÉVITABLEMENT FAIBLE (2,2 0/0),
- - BIEN QUE DES PROGRÈS SOIENT FAITS DANS L'ADAPTATION DES  
 PRIX DE L'ÉNERGIE À LA POURSUITE DES OBJECTIFS, LES POLI-  
 TIQUES DE PRIX DIFFÉRENT ENCORE LARGEMENT À L'INTÉRIEUR  
 DE LA COMMUNAUTÉ.

★★★★

A LA SUITE DES ARTICLES PARUS RECEMMENT DANS LA PRESSE ALLEMANDE EN PARTICULIER SUR LES EXPORTATIONS DE BEURRE VERS L URSS, NOUS AVONS PRECISE, EN REPOSE AUX QUESTIONS DES JOURNALISTES, LES DONNEES DE LA SITUATION ACTUELLE :

1. LES EXPORTATIONS DE BEURRE VERS L'UNION SOVIETIQUE ONT ETE SOUMISES A DES MESURES DE SURVEILLANCE ET DE CONTROLE DEPUIS 1976. CES MESURES ONT ETE NOTAMMENT RENFORCEES EN JANVIER 1980 A LA SUITE DES EVENEMENTS D'AFGHANISTAN. LE CONSEIL A ALORS FIXE LE PRINCIPE QUE CES ■■EXPORTATIONS DEVRAIENT RESPECTER LES COURANTS D'ECHANGES TRADITIONNELS.

2. AU COURS DES DERNIERES ANNEES, LES EXPORTATIONS DE BEURRE VERS L'URSS ONT VARIE CONSIDERABLEMENT D'UNE ANNEE A L'AUTRE, LE RECORD ETANT 173.000 TONNES EN 1973. LES CHIFFRES POUR LES TROIS DERNIERES ANNEES AYANT PRECEDE 1980 ETAIENT RESPECTIVEMENT DE 49.000 TONNES EN 1977, 21.000 TONNES EN 1978 ET 135.000 TONNES EN 1979. LES COURANTS D'ECHANGES TRADITIONNELS PEUVENT ETRE ESTIMES A ENVIRON 70.000 TONNES.

3. EN 1980, LA COMMISSION A ACCORDE DES LICENCES A L'EXPORTATION DE BEURRE ET DE BUTTEROIL, Y COMPRIS DU BEURRE D'INTERVENTION, A DESTINATION DE L'URSS, POUR MOINS DE 70.000 TONNES. LES EXPORTATIONS EFFECTIVES ONT DEPASSE CE CHIFFRE, EN PARTIE EN RAISON DES LICENCES ACCORDEES AVANT L'IMPOSITION DES MESURES DE CONTROLE, EN PARTIE EN RAISON DE CERTAINES LIVRAISONS DECLAREES POUR D'AUTRES DESTINATIONS, AUXQUELLES LA COMMISSION A D'AILLEURS RAPIDEMENT MIS FIN. EN EFFET, LES EXPORTATIONS DE BEURRE ONT ATTEINT 60.000 TONNES AU COURS DES SIX PREMIERS MOIS ET SONT ESTIMEES A ENVIRON 100.000 POUR L'ANNEE 1980.

4. EN 1980 ET 1981, LA COMMISSION A REDUIT A PLUSIEURS REPRISES LES RESTITUTIONS A L'EXPORTATION ■■■■ 'TOUTES DESTINATIONS■' POUR LE BEURRE ET LE BUTTEROIL. LE NIVEAU ACTUEL POUR LE BEURRE (112 ECUS/100 KG) EST INFERIEUR DE PLUS DE 40 0/0 AU NIVEAU APPLICABLE AU DEBUT DE 1980. CES REDUCTIONS ONT ENTRAINE DES ECONOMIES IMPORTANTES POUR LE BUDGET COMMUNAUTAIRE.

5. EN CE QUI CONCERNE L'URSS, LE NIVEAU DES RESTITUTIONS POUR LE BEURRE ET LE BUTTEROIL A ETE FIXE DEPUIS LE DEBUT DE 1981 A ZERO, ET AUCUNE PREFIXATION N'EST PREVUE. LA COMMISSION N'A DONC PRIS AUCUNE DISPOSITION POUR PERMETTRE LA VENTE DE BEURRE OU DE BUTTEROIL A L'UNION SOVIETIQUE EN 1981.

6. EN CE QUI CONCERNE LES AUTRES PAYS DE L'EST, LES LICENCES ACCORDEES OU DEMANDEES PAR CES PAYS S'ELEVENT A ENVIRON 40.000 TONNES (POLOGNE EXCLUE) ET NOUS N'AVONS AUCUNE RAISON DE CONSIDERER QUE CES QUANTITIES NE SONT PAS DESTINEES EFFECTIVEMENT AUX PAYS CONCERNES. PAR AILLEURS, LA DECISION DU CONSEIL DU 15 JANVIER 1980 AUTORISE LE MAINTIEN DES COURANTS TRADITIONNELS D'EXPORTATIONS VERS L'UNION SOVIETIQUE.

MANUEL SANTARELLI COMEUR  
NNNN